



Gouvernance économique : les eurodéputés demandent d'agir rapidement

Les représentants des groupes politiques du Parlement européen ont plaidé, ce mardi, en faveur d'un rôle plus important de la Commission européenne dans la gouvernance économique et d'une attention plus soutenue envers l'équité sociale, à l'occasion d'un débat avec le président de la Commission, José Manuel Barroso.

M. Barroso a exposé le nouveau programme de gouvernance économique européenne de la Commission, tel qu'il a été présenté par Olli Rehn la semaine dernière devant la commission des affaires économiques. "Nous avons besoin d'un instrument perfectionné comprenant des incitations et des sanctions. À défaut d'un tel instrument, nous ne serons pas en mesure d'assurer une gouvernance économique efficace. Et les sanctions doivent être quasi-automatiques" a-t-il ajouté.

L'eurodéputée Corien Wortmann-Kool (PPE-NL) s'est félicitée du fait que la Commission ait pris l'initiative, au lieu d'attendre les conclusions de la task force du Conseil européen sur la gouvernance économique. "Nous voulons un rôle plus affirmé et plus indépendant pour la Commission européenne" a-t-elle indiqué, tout en ajoutant que le succès du programme dépendrait de son contenu précis et de la volonté du Conseil de coopérer avec les autres institutions. "Nous voulons des actes, pas des mots. Le Conseil doit maintenant se tourner vers la surveillance financière".

Guy Verhofstadt (BE), qui dirige le groupe libéral, s'est joint à l'idée d'un rôle plus important pour la Commission. "La question principale est la suivante: qui assurera la gestion de la gouvernance économique ? Le Conseil ? Les États membres ? Ou un organe de l'UE? Pour le Parlement européen, la situation est claire: il faut un organe de l'UE. Les États membres n'ont jamais été, et ne seront jamais, en mesure d'assurer leur propre surveillance.

M. Verhofstadt a également demandé que les sanctions fassent partie non seulement du pacte de stabilité et de croissance, mais aussi d'autres programmes, tels que la stratégie UE 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. "Il nous faut également nous concentrer sur la politique de croissance économique et non pas sur la seule réduction de la dette. Il nous faut une stratégie crédible pour la croissance" a-t-il précisé.

Stephen Hughes (S&D, UK) a estimé que la proposition présentée la semaine dernière manquait d'équilibre. "M. Barroso, vous dites ne pas penser que l'exclusion sociale est un prix acceptable à payer, pourtant cela semble être la voie que vous suivez La politique d'austérité, si elle est appliquée sans contrepartie, ne fera que ralentir la croissance. La consolidation budgétaire accélérée ne fonctionnera pas à elle seule". L'eurodéputé a appelé à plus d'"équité sociale" et a proposé une modification du système d'imposition, en soulignant que : "La fiscalité sur le travail est nettement trop lourde dans bon nombre d'États membres".

Sven Giegold (Verts/ALE, DE) a également appelé à plus de coordination en matière de politique fiscale. "Il ne peut y avoir de paradis fiscaux et de sociétés qui échappent à l'impôt", a-t-il indiqué. Il a mis en garde contre la tendance au retour vers d'anciennes méthodes

Communiqué de presse

pour résoudre la crise. "Nous devons analyser les causes de la crise. Il ne suffit pas de coordonner les budgets, la politique dans ce domaine doit devenir anticyclique, pour lutter contre la crise".

Prenant la parole au nom du groupe ECR, Kay Swinburne (UK) a précisé que les nouvelles institutions de la gouvernance économique devaient être apolitiques. "Les nouvelles autorités de surveillance sont nécessaires et elles doivent être mises en place le plus rapidement possible. Elles doivent travailler efficacement avec les autorités de surveillance des États membres et ne pas se préoccuper de savoir si nous avons plus ou moins d'Europe".

Lothar Bisky (GUE/NGL, DE) a estimé que les propositions de la Commission européenne allaient "résolument dans la mauvaise direction". "Le nouveau système de gouvernance ne fait que préconiser plus de sanctions. Cela n'a pas réussi dans le passé, et ne réussira pas dans le futur.... Le pacte de stabilité et de croissance doit inclure des critères tels que l'emploi et la lutte contre la pauvreté. Nous avons besoin d'une réforme profonde (du pacte), et pas seulement d'un renforcement (du système actuel)".

Godfrey Bloom (UK), porte-parole du groupe EFD, a indiqué que, dès le départ, l'"aventure de l'euro" était vouée à l'échec. "J'avais tablé sur dix ans, et je pense que j'ai eu raison", a-t-il fait observer.

Répondant aux observations des groupes politiques, M. Barroso a convenu que la croissance, l'éducation et la lutte contre la pauvreté constituaient les grands axes de la stratégie UE 2020. Concernant les autorités de surveillance financière, il a indiqué que la Commission espérait qu'elles commencent à travailler dès le début de l'année prochaine. Il a remercié le Parlement pour les initiatives ambitieuses qu'il a prises jusqu'ici et a demandé instamment aux eurodéputés de ne ménager aucun effort pour parvenir à un accord avec le Conseil au cours des jours prochains.

Contact :

John SCHRANZ

ECON

BXL: (+32) 2 28 44264

STR: (+33) 3 881 74076

PORT: (+32) 498 98 14 02

EMAIL: econ-press@europarl.europa.eu

Sara AHNBERG

BUDG

BXL: (+32) 2 28 34018

STR: (+33) 3 881 72420

PORT: (+32) 498 98 13 36

EMAIL: budg-press@europarl.europa.eu

Thierry SCHORNAK

BXL: (+32) 2 28 44832

EMAIL: thierry.schornak@europarl.europa.eu